Projet de haut-commissariat à la diversité et aux diasporas, Jean-Noël Barrot en nie désormais l'existence : "il est contraire à notre conception universaliste de l'action publique" (MàJ)

14/01/2026 à 20h18



14/01/26

> *Projet de haut-commissariat à la diversité et aux diasporas, Jean-Noël Barrot en nie désormais l'existence : "il est contraire à notre conception universaliste de l'action publique"pic.twitter.com/6jWk1OFaoZ*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) January 14, 2026*

11/01/26

Concernant les critères pris en compte pour déterminer ce qui

englobe les *«diasporas»*, l’Élysée aurait précisé au quotidien que ce terme pourrait inclure aussi bien les binationaux et ultramarins que les Français d’origine étrangère, en remontant jusqu’aux grands-parents.

Le Figaro

9/01/26

À l’approche du sommet « Africa Forward » qui se tiendra à Nairobi les 11 et 12 mai 2026, **Emmanuel Macron** travaille à la création d’un Haut-Commissariat, ou Conseil, à la diversité et aux diasporas. Le projet vise à mobiliser les binationaux, les Français d’origine étrangère et les ultramarins comme levier de politique étrangère, d’influence économique et d’entrepreneuriat, en particulier dans la relation avec l’Afrique.

L’idée, en gestation depuis plusieurs semaines à l’Élysée, s’inscrit dans un contexte international marqué par le retour de **Donald Trump** à la Maison Blanche et par une ligne américaine de fermeté migratoire. Emmanuel Macron a abordé le sujet devant les ambassadeurs réunis à l’Élysée : « On veut mobiliser nos diasporas encore davantage », a-t-il déclaré, soulignant le caractère stratégique du partenariat africain et appelant à une politique « beaucoup plus ambitieuse » dès 2026.

Selon la note transmise au chef de l’État, la France disposerait d’un atout démographique singulier en Europe. Le document rappelle que le pays abrite « la première diaspora subsaharienne en Europe, la première diaspora de l’océan Indien, la première diaspora maghrébine, la première diaspora musulmane et la première diaspora du Sud-Est asiatique ». Un inventaire assumé comme tel, présenté comme la base d’une stratégie visant à transformer une réalité démographique complexe en levier géopolitique et diplomatique.

Le futur Haut-Commissariat rassemblerait une trentaine de personnalités – parité stricte – issues du monde politique, économique, culturel, associatif ou sportif. Une liste « indicative et non exhaustive » circule déjà, comprenant notamment Lilian Thuram, Isabelle Giordano, Najat Vallaud-Belkacem, Christiane Taubira, Pap Ndiaye, Simeng Wang, **Teddy Riner**, Leïla Slimani, Achille Mbembe, Dany Laferrière, Amel Bent et Lionel Zinsou. Un casting destiné à assurer la visibilité de l'initiative, mais qui pourrait nourrir des accusations de récupération politique de la part de l'opposition.

Le projet prévoit enfin le lancement, à l'été 2026, d'une convention citoyenne réunissant deux cents participants, dont cent tirés au sort et cent représentants des communautés concernées. Objectif affiché : valoriser « la force des diasporas » et tenter d'enrayer le « sentiment de déclin » qui traverse le pays. En filigrane, l'Élysée entend également reprendre la main sur un débat identitaire largement investi par l'extrême droite et une droite de plus en plus décomplexée.

L'Opinion